



Le 19 mars, toutes et tous en grève et mobilisés pour nos salaires, nos carrières et nos services publics !

L'année 2023 s'est terminée avec une inflation moyenne de 4,9 % : alors qu'elle est estimée à 3 % pour 2024, **l'érosion de notre rémunération n'a jamais été aussi flagrante, mettant en difficulté de nombreux agents...** Pourtant le gouvernement affirme qu'il en aurait bien assez fait avec quelques maigres mesures insuffisantes, à l'image de la prime *one-shot* « pouvoir d'achat ». Les récentes revalorisations du point d'indice ont été obtenues après dix années de quasi-gel des salaires des agents dans un contexte d'accélération de l'inflation. Par ailleurs, l'inflation cumulée depuis 2013 s'élève à près de 20 %. Bref, **le compte n'y est pas, vraiment pas : des hausses inférieures à celle de l'inflation, ça s'appelle des baisses de salaires !**

Rémunération au « mérite » : tous perdants !

Le gouvernement entend poursuivre son entreprise de **dynamitage de la fonction publique**, déjà engagée par sa loi d'août 2019, **en souhaitant instaurer la rémunération « au mérite »**. Tout cela, en martelant qu'il faudra baisser la dépense publique de 12 milliards d'euros en 2025, après le coup de rabot de 10 milliards sur le budget 2024 (dont 108 millions pour la DGFIP). Mais les agentes et agents ne sont pas dans l'attente d'un prétendu « mérite » **synonyme d'arbitraire et de destruction du statut**. Or, **c'est le statut qui garantit l'impartialité des agents publics dans l'exercice de leurs missions, indépendamment des pressions hiérarchiques et politiques**.

Les conditions de travail que les agents se voient imposer par l'austérité budgétaire et par la volonté politique de casse des services publics sont insupportables. Ils exigent une augmentation significative de leurs salaires, reconnaissant l'implication de toutes et tous dans le fonctionnement des services publics (rappelons que 12 % de postes sont vacants, c'est-à-dire budgétés et non pourvus, pour la DDFIP 38 !) que ce gouvernement s'acharne à entraver, démanteler, privatiser.

Ensemble, allons gagner une augmentation générale de nos salaires et l'amélioration de nos conditions de travail !

L'intersyndicale des finances publiques de l'Isère Solidaires–CGT–CFDT–CFTC–UNSA–FO appelle l'ensemble des agentes et agents **à se mobiliser par la grève et à manifester mardi 19 mars** pour mettre fin à la spirale de stigmatisation et de dévalorisation de l'ensemble des personnels de la fonction publique et refuser de subir une année blanche en termes de traitement. **Exigeons une juste et légitime revalorisation de notre rémunération basée sur une augmentation significative du point d'indice et la revalorisation de nos carrières !**

**Manifestation sur Grenoble mardi 19 mars
14h00 Place de Verdun (Préfecture)**

Assemblée Générale Fonction Publique Place de Verdun, à l'issue de la manifestation